

CRAmontons les C.R.A. !

QUAND C'EST CRADE ET QUE ÇA CRAINT, ÇA CRAQUE !

Depuis plusieurs mois, plein de révoltes éclatent dans les Centres de Rétention Administrative (CRA, prisons pour sans-papier) partout en France et surtout près de Paris.

Ces révoltes sont systématiquement réprimées et, souvent, les prisonnier·e·s considéré·e·s comme leader sont transféré·e·s dans d'autres CRA pour étouffer la contestation. En septembre, des grèves de la faim ont démarré aux CRA de Plaisir et de Palaiseau, et des tentatives d'évasion ont eu lieu à Vincennes.

Libérons les C.R.A. !



Des communiqués dénoncent les humiliations quotidiennes et le non-respect des droits des prisonnier·e·s.

Voici quelques extraits retrouvables sur abaslescra.noblogs.org.

Extraits du communiqué des prisonniers en lutte dans le CRA de Palaisir:

« Ici, les policiers [...] abusent trop. »
« Ils traitent les gens comme des chiens. »

« Ils font les visites comme ils veulent et des fois ils prennent des gens qui n'ont rien fait pour les mettre en cellule d'isolement toute la nuit. »

« Des fois, ils arrêtent les caméras pour taper les gens. Hier soir à minuit ils ont ramené au moins trente policiers avec les matraques et des gazeuses pour nous faire rentrer de force dans notre chambre. »

« Et dans la nuit ils passent toutes les 30 minutes, ça réveille les gens. »

« Quand on leur donne nos dossiers ils n'envoient pas tout au juge ni à nos avocats. »

Extraits du communiqué des prisonniers en lutte dans le CRA de Palaiseau:

« Maintenant pour l'État, on n'est plus des humains, on est des quotas. Il leur faut des chiffres pour faire leurs politiques et montrer « aux Français » qu'ils font des choses. »

« Y'en a beaucoup qui dès le premier avion sont attachés, c'est important, il faut le dire. »

« Y a un gars qui au 89e jour, et au premier vol ils l'ont attaché et ramené au bled. »

« Les 3 mois, ils sont faits pour la torture psychologique, 45 jours c'étaient déjà difficile, mais là... »

« On ne bouffe que de la nourriture industrielle réchauffée et dégueulasse. »

LA SITUATION SE DURCIT EN GRÈCE POUR LES EXILÉ·E·S

MORIA

Le camp saturé de Moria sur l'île de Lesbos est un centre de rétention géant. C'est l'un des premiers hot-spot – cente de tri, de rétention et d'expulsion – ouverts après les accords UE-Turquie de 2016. Environ 13.000 personnes exilées y sont aujourd'hui dans des conditions de merde (2.500 places, les ONG se sont retirées, pas d'accès au droit, peu d'accès à l'hygiène et à la nourriture).

Un incendie s'est déclaré le 29 septembre. Pour empêcher les personnes de fuir l'incendie et le camp, les flics ont tiré des grenades lacrymogènes et refermé les portes du camp alors que le feu continuait de s'étendre. L'arrivée des pompiers auraient été volontairement retardée car ceux-ci n'auraient pas obtenu l'autorisation d'intervenir immédiatement dans

le camp. Au moins une femme et son bébé sont morts et de nombreuses personnes blessées.

Les seules décisions du conseil des ministres grec sont de renforcer les contrôles sur le camp, de mettre en place de nouvelles patrouilles en mer Égée et de renvoyer 10.000 personnes en Turquie.

L'Union Européenne laisse mourir, fait mourir, tue.

EXARCHIA

Exarchia, quartier d'Athènes abritant un vingtaine de squats, des cuisines autogérées, et des réseaux de solidarité multiples a vécu, fin août, plusieurs jours d'occupation et de violences policières. 4 squats ont été expulsés par la police. 143 personnes exilées ont été arrêtées parmi lesquelles 133 doivent être déportées vers des camps de tri. 10 autres ont été expulsées vers leurs pays d'origine.

LE FICHAGE :

Outil de contrôle aux frontières pour criminaliser les personnes migrantes

Les personnes à la recherche d'un refuge en Europe sont ultra contrôlées et suspectées. Il existe des fichiers pour toutes les étapes du parcours migratoire. Le fichage transporte la frontière loin des limites territoriales et permet d'identifier une personne partout. À tout moment, il contraint et empêche l'installation ou le franchissement des frontières.

Il existe un maillage de **21 fichiers nationaux, européens et internationaux** pour contrôler les personnes non européennes et européennes.

Courant 2019, un accord a été signé entre la présidence du conseil européen et le parlement européen pour unir des registres de données d'identification (empreintes digitales et images faciales) de personnes non-membres de l'UE à l'échelle du continent. Cette nouvelle base de données sera accessible par des autorités de contrôle aux frontières (par ex. frontex) et des autorités répressives (police, interpol, europol) :

lutte contre la criminalité et lutte contre l'immigration sont confondues !

Les fichiers d'information sur le pays d'arrivée des personnes, ceux des personnes recherchées et ceux des demandes de visa sont reliés. Un portail de recherche européen, un service partagé d'établissement de correspondances biométriques, un répertoire commun de données d'identité et un détecteur d'identités multiples vont être créés pour ça.

Cette **interconnexion des fichiers** permet ainsi de croiser les informations sur les personnes (visa, asile, immigration, engagement dans des collectifs et dans des luttes, etc.) et de les rendre accessibles à n'importe quel contrôle. De plus en plus fichées, les personnes migrantes apparaissent comme des criminel·le·s voire des terroristes.

Source : Note d'analyse de l'ANAFé sur le fichage, septembre 2019 – www.anafe.org



Un encadrement des fichiers et de leur usage existe et les personnes fichées ont des droits : à l'information sur leur inscription dans un fichier ; à l'accès aux données pour exercer leur droit à la contestation, l'opposition, la rectification, le verrouillage et la suppression des données.

Cependant, le maillage des fichiers les rend opaques et il est plus difficile d'identifier chaque fichier séparément et donc d'identifier le responsable. Ce qui produit de l'insécurité juridique et rend impossible l'application des droits.

100111101011001001011100000111111001010110010111001000111001011011000100

LE FICHAGE :

c'est la logique du contrôle, de la suspicion et de la répression dans l'irrespect total des libertés et des droits fondamentaux des personnes

Le FICHAGE :

arme de l'Europe contre un ennemi qu'elle s'invente